

Bulletin du FMI

CRISE FINANCIÈRE AUX ÉTATS-UNIS

Le Directeur général prône une réglementation plus forte du secteur financier

Le Bulletin du FMI en ligne
29 septembre 2008

- Le Directeur général du FMI préconise une réforme globale du système financier
- Il salue le plan de sauvetage américain destiné à « éteindre l'incendie »
- Il prône une riposte systémique pour surmonter une crise d'envergure mondiale

Le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a salué le plan de sauvetage de 700 milliards de dollars destiné à « éteindre l'incendie » qui embrase le système bancaire américain, mais a rappelé que la crise exigeait une solution plus globale.

Dans un [entretien](#) publié dans le *Journal du Dimanche* — l'un de ceux qu'il a accordés à la presse internationale ces derniers jours —, il déclare que le plan devrait être un premier pas vers la réforme du système financier mondial et prône une réglementation plus poussée des institutions et marchés financiers.

«C'est parce qu'il n'y avait ni règle, ni contrôle—ou pas assez de règles et de contrôles—que cette crise est née » a-t-il signalé, en ajoutant : «Nous devons tirer les conséquences de ce qui vient d'arriver : donc réglementer très précisément les institutions et les marchés financiers.»

Le plan du gouvernement américain est «bienvenu, parce qu'il est global. Mais il doit être le premier acte d'une action politique internationale», a dit M. Strauss-Kahn, ancien Ministre des finances de la France, qui a pris ses fonctions à la tête du FMI en novembre dernier.

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

Le FMI, selon M. Strauss-Kahn, serait tout à fait disposé à coordonner le processus mondial de réforme, lequel pourrait commencer dès le mois prochain, lorsque les ministres des finances et banquiers centraux de la planète convergeront sur Washington, du 11 au 13 octobre, à l'occasion de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale.

Faute d'une ferme volonté de réforme, on risque de voir s'imposer «l'idée du puits sans fond, de l'État qui vole au secours des managers incompetents et des spéculateurs cupides», a-t-il déclaré, en rappelant le reproche que l'on entend çà et là en Europe au sujet de la privatisation des bénéfices bancaires et de la socialisation des pertes.

Défendant le rôle du FMI dans la crise, M. Strauss-Kahn a rappelé qu'en avril l'institution avait estimé à 1 billion de dollars les pertes du secteur financier et prévu un net ralentissement de l'économie mondiale, «mais, a-t-il ajouté, on n'a pas voulu nous entendre.

On nous a reproché notre pessimisme». Depuis, le FMI a [relevé cette estimation à 1,3 billion de dollars](#).

Proposition de consultation multilatérale

L'entretien avec le Journal du Dimanche est l'un de ceux que le Directeur général a accordés ces derniers jours au sujet de la crise financière.

Dans un article publié la semaine dernière par le [New York Times](#), M. Strauss-Kahn préconisait une [consultation multilatérale](#)—avec les États-Unis, l'Europe, la Chine et d'autres puissances financière—pour définir une riposte concertée à la crise.

«À crise systémique, riposte systémique » : c'est en ces termes que M. Strauss-Kahn a présenté la démarche, rappelant que «le FMI est l'instance indiquée pour organiser une action mondiale capable de corriger les faiblesses du système financier international.»

Cet article faisait suite à une [analyse publiée dans le Financial Times](#) où il prônait une solution systémique à la crise.

États-Unis : une réaction compréhensible

Dans un autre entretien accordé au *Straits Times* de Singapour, M. Strauss-Kahn a évoqué la **rapidité et l'efficacité de la réaction américaine** à la crise :

«On peut tout à fait imaginer que, au moment de la première vague, un gouvernement—quel qu'il soit—déclare que celle-ci n'est pas si grande et que la situation est gérable. Puis, quand une deuxième vague arrive, plus violente, il affirme encore pouvoir remédier à la situation. Mais quand le tsunami finit par déferler, il est trop tard. Je comprends donc que les autorités américaines aient voulu traiter le problème par étapes.»

Bien entendu, nous aurions beau jeu de dire aujourd'hui que les Américains auraient dû adopter plus tôt un plan plus global. Cela dit, en juin, le FMI a proposé aux États-Unis un plan plus vaste. Il en est question dans le rapport que nous avons établi sur l'économie américaine dans le cadre des [consultations au titre de l'article IV](#). Nous disions que, au point où en était la situation, les autorités devaient trouver une solution plus globale—comme celle qu'elles envisagent aujourd'hui. Cela ne remonte qu'à trois mois.»

Différence avec la crise asiatique

«La crise qui s'était déclenchée en Thaïlande pour ensuite se propager à la Corée, à l'Indonésie et à d'autres pays était principalement attribuable à des problèmes de balance des paiements. Or, c'est là notre sphère de compétence. Cette crise, pour énorme qu'elle soit, est différente. Elle n'a presque pas eu d'effet sur le taux de change, sur le dollar. On aurait pu s'attendre à une chute du billet vert, mais elle ne s'est pas produite. C'est une crise d'un autre type qui appelle une solution différente. Aujourd'hui, les principaux acteurs sont les banques centrales et les trésors. Lors de la crise asiatique, les principaux intervenants étaient les institutions telles que le FMI ».

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire brésilien [Veja](#), M. Strauss-Khan a évoqué **l'impact probable de la crise sur le secteur financier** :

«Il sera très différent. Pour la première fois, la crise n'a pas surgi à la périphérie, mais au cœur même du système. Elle s'est certes déclenchée sur le marché immobilier américain, mais les causes sont plus profondes. Depuis plusieurs décennies, l'expansion du marché financier dépasse de loin la croissance de l'économie réelle, atteignant des niveaux de complexité jamais vus, sans que le contrôle et la réglementation bancaires aient été à la hauteur.

La plupart des banques d'investissement ont relâché leurs critères d'analyse des risques afin d'accroître leurs bénéfices, sans dispositif de supervision approprié. L'on peut donc s'attendre à ce que la crise aboutisse à un système financier plus restreint, davantage à la mesure de l'économie réelle, et évoluant dans un environnement mieux contrôlé et réglementé».

Le billet vert

«Il est curieux de constater que, alors que l'économie américaine subit autant de revers en même temps, le dollar ne fait l'objet d'aucun mouvement de panique comme on aurait pu le craindre. C'est juste l'inverse : le billet vert reste intact.»

Enfin, dans l'article publié par le *Straits Times*, M. Strauss-Kahn examine **l'impact sur l'économie réelle**.

« L'un des effets sur l'économie réelle a été celui d'un net ralentissement. Juste un ralentissement et non une récession. Il y a deux ou trois ans, si vous aviez demandé aux experts ce qu'il adviendrait de l'économie mondiale si le secteur financier venait à avoir un billion de dollars d'actifs sinistrés, beaucoup auraient sans doute prédit une profonde récession. Mais ce n'est pas ce que nous voyons aujourd'hui, nous assistons à un ralentissement.

Les liens entre le secteur financier et l'économie réelle ne sont pas faciles à saisir. Le FMI occupe une place privilégiée pour tenter de tenir compte de ces liens. C'est sans doute ce qui explique que nos prévisions soient plus exactes.»

Une économie plus résistante

«Nous tablons sur une [reprise en 2009](#). L'économie a une capacité d'adaptation plus forte que nous ne le pensions. Les cours des produits de base devraient se stabiliser en 2009 : les prix du pétrole et de l'alimentation auront baissé par rapport aux pics de ces derniers mois. Le marché immobilier américain devrait atteindre le creux de la vague durant les mois à venir.

Autrement dit, nous avons de bonnes raisons de penser que la croissance sera de retour. Bien entendu il y a des risques de ralentissement, à cause du secteur financier et de la crise de confiance dans le secteur immobilier et celui des entreprises. C'est pourquoi il était si

important de proposer une solution globale qui semble viable aux yeux de la population. Quand vous vous attaquez aux problèmes les uns après les autres, vous ne donnez pas l'impression de vous atteler au problème dans son ensemble. J'espère que le plan actuellement proposé aux États-Unis permettra de rétablir la confiance des investisseurs l'année prochaine».

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine*: www.imf.org/imfsurvey